

CAHIER DÉTACHABLE **LES AFFAIRES** Le No 1 de la finance et de l'économie au Québec

MONTRÉAL, SAMEDI LE 29 FÉVRIER 1992 CAHIER B 12 PAGES

OCCASIONS D'AFFAIRES POUR LES PME

Plutôt que de rechercher le grand investissement salvateur, le commissaire industriel veut développer des occasions d'affaires sur place en misant sur l'importante industrie sidérurgique



Mario de Tilly, commissaire industriel, a adopté un plan d'action basé sur le principe des grappes industrielles.

P. B-3

USINE DE TRI-COMPOSTAGE DE 12,5 M\$

La firme Conporec de Sorel en lancera les travaux dès le printemps, dans le parc industriel de Tracy, si le changement de zonage nécessaire est accepté



Jean Paquin, président de Conporec, soutient que l'usine aura la capacité de traiter 50 000 tonnes de déchets par année.

P. B-5

CONTRATS SOCIAUX

Patrons et syndiqués font des compromis pour éviter leur disparition

P. B-6

LABORATOIRE ÉCONOMIQUE

Les villes jumelles de Sorel-Tracy, qui fêtent leur 350^e anniversaire cette année, sont un véritable laboratoire économique. Secouées à diverses reprises au fil de la dernière décennie par des revers attribuables à leur forte dépendance à l'égard de l'industrie lourde, elles se sont depuis donné une véritable politique industrielle.

Mais, il fallait d'abord assainir les relations de travail, dans cette région qui avait eu plus que sa part de conflits. Aujourd'hui, syndicats et patrons se parlent et s'entendent.

Il n'y a pas eu de grève majeure depuis le milieu des années 80 et les choses ont tellement changé que voici la région citée en modèle national.

Les leaders syndicaux évoquent abondamment la signature d'un contrat social de six ans aux Aciers inoxydables Atlas, une première du genre au Québec (lire en page B-6).

La Corporation de développement économique Sorel-Tracy et région veut tabler sur ce renversement et sur le nouveau discours du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, **Gérald Tremblay**, pour consolider, selon le modèle de grappes industrielles, les activités québécoises de sidérurgie dans ce coin de pays que l'on surnommait naguère avec fierté *la capitale mondiale de l'acier*.

D'autre part, plusieurs PME de la région sont sur la voie de la croissance.

Il est vrai que celles-ci ont été les seules, au cours de la dernière décennie, à procurer de nouveaux emplois à la population active. Mais les 500 nouveaux postes créés à ce niveau n'ont pas comblé la perte des 3 500 autres découlant des programmes de rationalisation des géants. Le nombre d'emplois manufacturiers, qui s'élevait à 9 153 au début de la décennie, a chuté à 6 117 l'an dernier.

Néanmoins, les PME ont pris du poil de la bête en fournissant actuellement 26,3 % des emplois de la région contre seulement 12,7 % en 1979. Ce sont des petites entreprises. Il y a à peine 6 % des PME qui comptent plus de 50 employés.

Le commissaire industriel de l'endroit, **Mario de Tilly**, a mentionné le faible lien de dépendance entre les grandes entreprises et les PME locales. Chiffres et graphiques à l'appui, il a souligné que 82 % des emplois en PME et 71 % de celles-ci ne font pas affaires avec les géants locaux.

Situation difficile pour les grandes entreprises

N'empêche que les travailleurs n'ont pas le sourire fendu jusqu'aux oreilles. Tioxide Canada fonctionne à mi-régime, Soreltex (ex-Celanese) se retrouve avec une centaine d'emplois en moins, Aciers Slater se porte plutôt mal et QIT Fer et Titane vient d'annoncer qu'elle

SOREL-TRACY

Contrat social entre syndiqués et employeurs, stratégie des grappes industrielles, consolidation de l'infrastructure en place : la petite région de Sorel-Tracy se dote d'une véritable politique industrielle digne des grands ensembles



Sorel-Tracy est reliée à Montréal par l'autoroute 30 et au reste du monde par le Saint-Laurent.

se séparera de 92 cadres à la fin de mars.

Représentants syndicaux en tête, tous les intervenants économiques appréhendent la suite. Déjà, l'an dernier, des coupures importantes avaient causé de graves blessures.

Une autre entreprise, **Beloit Canada**, qui compte 400 employés, achève un important contrat que lui a refilé une firme indonésienne. Toutefois, pour l'enchaînement, le carnet de commandes est vide... (lire en page B-7)

Heureusement, quelques compagnies font flèche de tout bois et les investissements qu'elles s'approprient à engager vont amenuiser les difficultés qui pointent à l'horizon dans d'autres secteurs. On pense à **GEC-Alstom**, l'entreprise d'électromécanique rebâtie sur les cendres de **MIL-Tracy** (lire en page B-9).

On pense aussi aux Aciers inoxydables Atlas qui profitent du dynamisme de leur nouveau propriétaire, le groupe coréen **Sammi**. Celui-ci investira, d'ici 1996,

400 M\$ US pour quadrupler la production de son aciérie.

Le secteur du commerce de détail en panne

Toutefois, ici comme partout ailleurs au Canada, c'est le secteur commercial qui écope le plus. De nombreux locaux vides parsèment le centre-ville et les *Promenades Sorel*, le plus important centre commercial de la région (lire en page B-11).

Pour une *xième* fois, espérant que la récession économique favorisera son succès, une campagne encourageant les achats locaux vient d'être initiée.

Le marasme est tel qu'on a réussi à faire asseoir à une même table les porte-parole de tous les secteurs commerciaux et des centres commerciaux de la région, une première.

RAYMOND PRINCE

SOREL-TRACY

Des terrains industriels à des prix abordables

Les firmes intéressées à s'installer à Sorel-Tracy ont le choix entre deux parcs industriels qui offrent des terrains à des prix abordables.

Longtemps récalcitrantes au concept de parcs industriels en raison de l'importance des secteurs industriels déjà bien délimités, les autorités municipales de Tracy et de Sorel ont donné tour à

tour leur accord à l'aménagement d'une telle zone.

C'est ainsi que, à l'automne 1988, voyait le jour le parc de Tracy. Il n'est encore occupé qu'à 25 %, mais Mario de Tilly, commissaire industriel, est confiant de voir ce taux grimper à 50 % à la fin de 1992.

« Nos ventes de terrains seront intéressantes cette année, a déclaré aux AFFAI-

RES M. de Tilly. Six de ces terrains ont été vendus ou presque. La firme **Comporec** à elle seule, avec son bâtiment de 1 M de pi², grugera 15 % de l'espace global du parc de Tracy (si le changement de zonage nécessaire est approuvé par le conseil municipal). Une usine de plastique s'y établira aussi. »

Le prix des terrains est très bas à 0,30 \$ le pi². Le parc

est localisé entre l'autoroute 30 et la route 132 et s'étend sur une superficie de près de 1 M de pi². Les promoteurs bénéficient d'une exemption de taxes foncières de départ d'une durée de deux ans et demi.

Seulement 0,18 \$ le pi²

Quant au parc industriel de Sorel, il n'a pas encore été exploité véritablement. Une seule rue, avec les services d'infrastructure, le traverse. Il s'étend sur 7,5 M de pi² et le prix de vente de ses ter-

rains a été fixé à seulement 0,18 \$ le pi² !

Ce large quadrilatère est localisé entre le secteur résidentiel de Sorel même et celui de Sainte-Anne de Sorel. Ce n'est pas avant 1993, prévoit-on, que les premiers locataires s'y établiront. En outre, tant le parc de Tracy que celui de Sorel bénéficient d'une desserte ferroviaire.

« Nos parcs industriels sont réservés à l'usage exclusif des industries manufacturières, de spécifier M. de Tilly, qui dirige depuis cinq ans maintenant la Cor-

poration de développement économique de Sorel-Tracy et région. Il n'est pas question d'y ériger des bâtiments servant à l'entreposage. »

La conjoncture économique a évidemment freiné l'élan des investisseurs. D'un sommet de 198 M\$ en 1987 (incluant l'argent injecté dans le secteur commercial), les entreprises ont réduit à 125 M\$ en 1990 leurs immobilisations. « Depuis 18 mois, il y a eu un net recul des investissements », a admis M. de Tilly.

Les agents économiques de la région ont profité de cette période difficile pour peaufiner leur concept de guichet unique. En effet, sous un même toit, le 67, rue George, au centre-ville de Sorel, plusieurs groupes (incluant le Centre d'aide au développement des collectivités, le Fonds de développement économique Richelieu et le Centre d'aide aux entreprises) ont leurs bureaux et se concertent fréquemment pour éviter tout doublement et maximiser leurs services.

RAYMOND PRINCE



stelco
memaster ltée



Une tradition de qualité

Des partenaires voués à la satisfaction de leurs clients

La qualité totale, on y «croît»!

1-800 - 465-3061

LA LISTE DE PRESSE DÉTAILLÉE...

RADIO • TÉLÉVISION • IMPRIMÉS • ETC.
 PLUS DE 10 000 NOMS ET INSCRIPTIONS

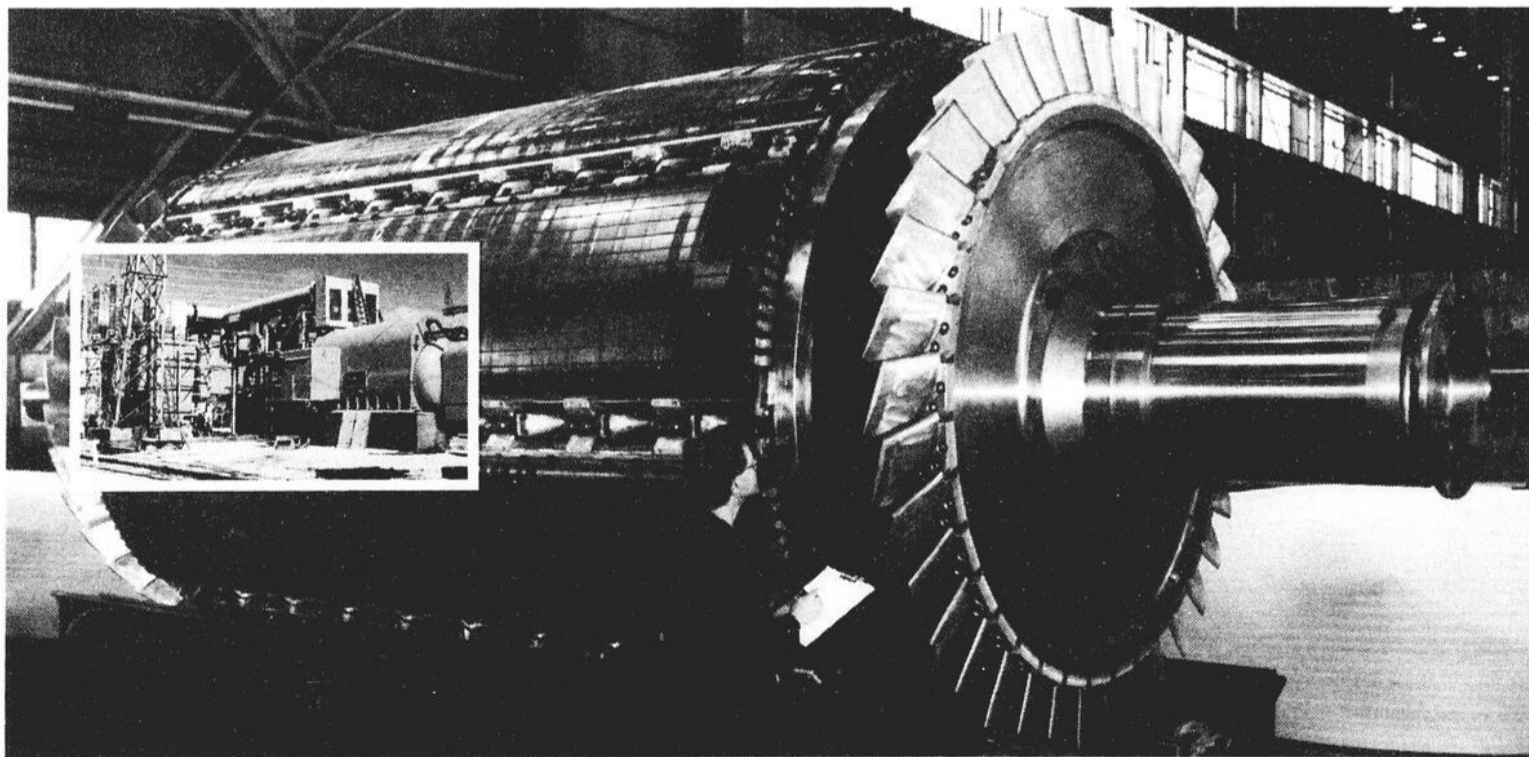
ABONNEMENT ANNUEL
 SEULEMENT

APPELEZ POUR VOIR

CLUB DE PRESSE BLITZ

MONTRÉAL: (514) 722-4121

Progrès technologique au service du client



GEC ALSTHOM ÉLECTROMÉCANIQUE, autrefois MIL Tracy, rallie son expérience de plus d'un quart de siècle dans le domaine hydroélectrique à celle du groupe franco-britannique GEC ALSTHOM, leader mondial dans le secteur énergétique.

GEC ALSTHOM ÉLECTROMÉCANIQUE assure la conception, la fabrication, le montage et la mise en service en centrale de matériels

hydroélectriques performants. Les résultats sont éloquentes puisque la moitié de la puissance du réseau québécois provient d'équipements fabriqués dans nos ateliers. L'entreprise exporte aussi son savoir-faire sur trois continents.

En plus d'offrir une gamme complète de produits tels que, turbines hydrauliques, alternateurs, compensateurs synchrones et vannes de garde, GEC ALSTHOM

ÉLECTROMÉCANIQUE élargit maintenant ses compétences afin de répondre aux besoins des secteurs thermique et nucléaire par la fabrication de turbo-alternateurs et de calandres de réacteurs Candu.

Le progrès technologique, la fabrication d'un produit de qualité et le service au client sont constamment nos défis. Notre potentiel humain sait les relever.

GEC ALSTHOM
 ELECTROMECHANIQUE

1500, rue Vandal, Tracy
 (Québec) J3R 5K9

Occasions d'affaires dans le secteur sidérurgique pour les PME

La Corporation de développement économique Sorel-Tracy et région a décidé de miser sur le développement de sociétés en amont et en aval des grandes entreprises de son territoire. Plutôt que de parcourir le monde à la recherche d'un grand investissement salvateur ou d'opérer un renouveau structurel en ciblant un secteur de haute-technologie, comme c'est la mode ailleurs, Sorel mise sur ses forces traditionnelles.

« Nous avons adopté, bien avant que l'expression ne devienne à la mode au cours des récents mois, un plan d'action basé sur le principe des grappes industrielles, a expliqué aux AFFAIRES Mario de Tilly, commissaire industriel et directeur général de la Corporation. Nous ciblons des compagnies en fonction de nos besoins spécifiques et nous tentons de les convaincre de l'intérêt de s'établir ici, non loin des sources d'approvisionnement de leur matière première ou de clients potentiels. »

M. de Tilly souhaite que le gouvernement québécois soit conséquent avec son discours incitant le Québec industriel à faire de même. Il ne faut pas disperser les for-

ces, croit-il, en encourageant des nouveaux venus à s'implanter au coeur de certains territoires dans l'unique but de combler des besoins d'emploi.

Renforcer la sidérurgie

C'est donc de renforcer le caractère sidérurgique de la région que propose le commissaire industriel en misant cependant sur le développement de la PME. Il note que le potentiel d'investissements en amont et en aval des grandes entreprises est grand et cite l'exemple de QIT Fer et Titane - la seule qui ait généré des activités dans les deux sens - comme un modèle à suivre.

« D'une part, un pipeline nous lie à notre fournisseur, Union Carbide, qui nous vend des gaz liquides, soit de l'argon, de l'azote et de l'oxygène, dont nous avons besoin pour nos installations, a expliqué aux AFFAIRES Jacques Thivierge, directeur des communications de QIT Fer et Titane. D'autre part, nous alimentons en fonte Les Poudres métalliques du Québec, une de nos filiales, et nous vendons du pigment de titane à Tioxide Ca-



Photo: Jean-Guy Paradis, LES AFFAIRES

Mario de Tilly, commissaire industriel, propose de renforcer le caractère sidérurgique de la région en misant cependant sur le développement de la PME.

nada. »

Par ailleurs, l'expansion des activités des Aciers inoxydables Atlas pourrait de son côté attirer des investissements nouveaux.

« Une usine de ferrochrome pourrait vraisemblablement devenir viable, pense Robert Beaudry, vice-président, administration de cette division de Sammi Atlas. Sidbec-Dosco, Stelco, QIT Fer et Titane et nous-mêmes pourrions nous y approvisionner en alliages. Nous pourrions aussi encourager l'implantation d'un fabricant

de tubes réfractaires, un matériel que nous utilisons beaucoup à notre aciérie. »

Des achats d'un milliard et demi

Et ce n'est là que la pointe de l'iceberg. Sur des achats d'un milliard et demi de dollars par année en biens et en matières de toutes sortes, moins de 10 % vont dans les coffres d'entreprises régionales. Naturellement, la matière première qui alimente les aciéries ne se trouvera jamais à Sorel-Tracy.

« Il y a aussi plusieurs achats de matériel de sécurité, tels des casques, lunettes, bottes, bouchons pour les oreilles ainsi que des habits de travail, qui pourraient potentiellement être effectués auprès de compagnies établies chez nous, croit M. de Tilly. Comme dans le cas des matériaux réfractaires, nos concurrents sont internationaux ou, à tout le moins, de l'extérieur du Québec. Nous voudrions attirer des firmes étrangères et les inviter à s'associer à des entrepre-

neurs québécois. »

M. de Tilly tente d'ailleurs de convaincre un industriel italien, producteur de céramiques réfractaires, à profiter du potentiel de la région. Le commissaire industriel se plaint également du peu de transformation effectuée dans la région de l'acier.

« Prenez Aciers inoxydables Atlas, par exemple, a-t-il conclu. C'est le plus grand producteur d'acier inoxydable plat. Cependant, ce produit est transformé ailleurs, puis nous revient sous forme d'éviers, de casseroles, d'ustensiles et autres. Il nous faut améliorer la plus-value de ce produit chez nous. »

« De même, il est incroyable que l'on ne compte pas d'utilisateur local du produit fabriqué par Les Poudres métalliques du Québec. C'est la seule usine du genre au Québec. Quant aux 125 chercheurs de QIT Fer et Titane, quelqu'un pourrait vraisemblablement profiter de leurs services. »

RAYMOND PRINCE

SERVICES À L'ENTREPRISE

Pour des services de formation garantis en conception, dessin et fabrication assistés par ordinateur, fabrication mécanique, instrumentation et contrôle, techniques de gestion de bureau, techniques administratives, techniques infirmières, informatique, environnement, gestion informatique, gestion des ressources humaines, gestion totale de la qualité.

Pour des services techniques qui se prolongent au-delà des contrats.

Pour des spécialistes qualifiés issus du milieu industriel.

Pour un partenaire actif et présent dans le grand défi de la formation.

Vos personnes-ressources, au téléphone 742-6651, indicatif régional 514:

Pierre Nadeau, M. Sc. A., poste 203
J. René Duhamel, Ing., poste 235



CEGEP DE SOREL-TRACY

Maxtemp

Défie le temps !

LE PIONNIER DE LA
THERMO-POMPE
Chauffe-piscines

Plus
de
30 000
unités
vendues

DE PLUS EN PLUS PRÉSENT SUR LES
MARCHÉS LOCAUX ET INTERNATIONAUX

DISPONIBLE CHEZ TOUS LES
DÉTAILLANTS INDÉPENDANTS
DU QUÉBEC

Pour plus d'information,
veuillez communiquer avec
GRUPE MAXTEMP
13125, rue Industrielle
Tracy, Québec J3P 5N3
TÉL.: (514) 746-9979
FAX: (514) 746-9980

La région prend son avenir vert en main

Si la région de Sorel-Tracy est synonyme de forte concentration industrielle lourde, elle semble également en passe de détenir le record québécois de la plus forte concentration d'interventions à caractère environnemental.

Il faut admettre que les troupes vont souvent à la bataille plus ou moins en ordre, ce qui explique que les résultats sont parfois à l'avenant. Mais, à l'évidence, les choses bougent dans un esprit de concertation avec le monde industriel.

Ainsi, à Tracy, où le tissu industriel est particulièrement important, les autorités municipales ont mis sur pied un *Comité consultatif en en-*

vironnement, actif depuis le début de 1991.

« C'est à la fin de 1989 que les citoyens de Tracy ont manifesté le désir de voir se constituer un organisme de cette nature, a expliqué aux AFFAIRES René Chevalier, secrétaire du comité. Le comité est constitué d'un représentant de l'hôtel de ville et de citoyens - un par district électoral - nommés pour un terme d'un an. Les assemblées ont lieu une fois par mois. »

Au cours de l'année dernière, 25 recommandations furent déposées devant le conseil municipal visant à encourager des gestes à caractère écologique. L'une des tâches principales du co-

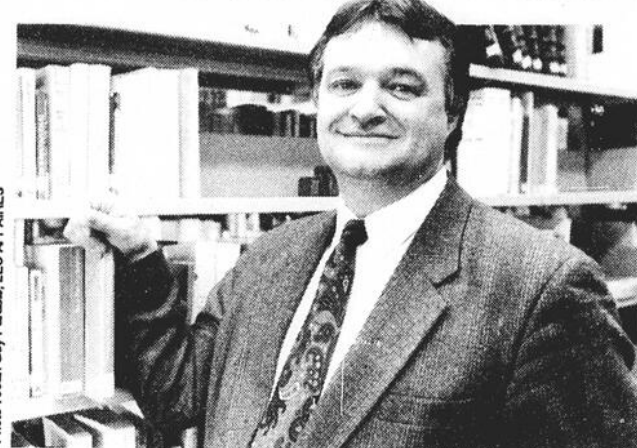
mité demeure d'entretenir le lien actif qu'il a établi avec les entreprises installées sur son territoire, notamment en effectuant régulièrement des visites industrielles.

Depuis 1989, les municipalités comprises dans le comté de Sorel disposent également d'une *Table de concertation régionale en environnement* créée à l'initiative du député de Sorel à l'Assemblée nationale, Albert Khelifa.

Les 20 membres de ce regroupement se retrouvent tant parmi les intervenants industriels, municipaux et sociaux que parmi les pêcheurs et le monde de l'éducation.

La diversité des voix et des intérêts qui s'y font entendre explique peut-être que cet organisme est plutôt resté discret dans ses initiatives concrètes au cours de ses deux années d'existence.

Autre partenaire privilégié de l'industrie, le Centre de recherche en environnement UQAM-Sorel Tracy, qui a démarré ses activités au début de 1991, est une initiative originale des dirigeants du Cégep Sorel-Tracy à laquelle l'Université du Québec à Montréal



Serge Carignan, du Centre de recherche en environnement UQAM-Sorel Tracy : « Notre Centre est né du besoin urgent des entreprises de la région de trouver des solutions spécifiques à leurs problèmes environnementaux. »

(UQAM) est venue apporter son concours.

« Le Centre est né d'une volonté conjointe des secteurs institutionnel et de l'entreprise afin de trouver des solutions technologiques aux sources de pollution industrielle locales », a mentionné aux AFFAIRES Serge Carignan, directeur de l'organisme.

Le Centre vient de compléter une étude de caractérisation sur les poussières d'aciérage émises par les sidérurgies de la région. Il mène également en ce mo-

ment une recherche sur la valorisation des déchets industriels, en particulier les métaux lourds.

L'importance du fleuve

La région de Sorel-Tracy est, en outre, particulièrement visée par le *Plan d'action Saint-Laurent*. La création de cet organisme, à la fin de 1988, concrétise une entente fédérale-provinciale visant tout à la fois à préserver la vie aquatique et les sites récréo-touristiques du

fleuve, en particulier par la réduction des rejets toxiques dans le fleuve.

Le Plan a identifié 50 entreprises parmi les plus polluantes pour le Saint-Laurent et le Saguenay. On y retrouve quatre entreprises de la région : Aciers inoxydables Atlas, Les Industries de préservation du bois, Tioxide Canada et QIT Fer et Titane. Selon Pierre Sourdis, secrétaire du Groupe d'intervention du Plan d'action Saint-Laurent, 47 des 50 entreprises visées auraient déjà entrepris des initiatives afin de corriger leurs déficiences environnementales.

« Notre objectif de réduction des émissions polluantes établi pour 1993 devrait être atteint dans les délais prévus », a-t-il affirmé.

Mentionnons encore que les entreprises répertoriées par le Plan ont pratiquement toutes accepté de défrayer 50 % des coûts d'analyse et de caractérisation de leurs rejets toxiques entrepris par le Groupe d'intervention du Plan d'action Saint-Laurent.

MICHEL DE SMET

CHAMBRE DES COMMUNES

Louis Plamondon,
Député de Richelieu, Québec

702, rue Panet
C.P. 2730
Nicolet J0G 1E0
Tél.: (819) 293-2041
Fax: (819) 293-5522

307, Marie-Victorin
Tracy J5R 1K5
Tél.: (514) 742-0479
Fax: (514) 742-1976

HYDRO-QUÉBEC EST PRÉSENTE DANS LES RÉGIONS DE SOREL ET DE TRACY

"LE MEILLEUR DE NOUS-MÊMES"

Depuis plus de trente ans, l'hydroélectricité a contribué de façon majeure à l'essor économique du Québec. Le dynamisme des régions et des entreprises a été soutenu par l'utilisation de l'énergie comme moteur de développement économique régional.

Hydro-Québec est donc présente de plusieurs façons dans la région de Sorel et de Tracy. Par sa double mission, l'entreprise contribue directement et indirectement au développement économique de la région.

L'entreprise remplit d'abord la mission de fournir aux clients de la région l'énergie électrique dont ils ont besoin. Et, par ses activités d'exploitation et d'investissement, Hydro-Québec apporte sa contribution à l'essor économique de la région.

C'est particulièrement vrai pour les grandes entreprises installées le long du fleuve St-Laurent, à Sorel, à Tracy ou dans la périphérie. A elles seules, ces grandes entreprises ont donné à Hydro-Québec, en 1991, des revenus de plus de 114 \$ millions, soit plus de 70 % des revenus globaux de la région de Sorel et de Tracy.

En plus de cette clientèle industrielle, si importante au développement économique de la région, Hydro-Québec fournit l'électricité à 35 000 clients répartis dans 41 municipalités du territoire.

La région Richelieu, l'une des 10 régions administratives d'Hydro-Québec, a installé l'un des ses bureaux d'affaires dans la ville de Sorel.

Par leur travail quotidien, les 150 employés, permanents et temporaires voient à satisfaire, avec le meilleur d'eux-mêmes, la clientèle de la région. Il s'agit de monteurs, d'employés de bureaux, de cadres et spécialistes, de techniciens ainsi que d'ingénieurs.

Depuis 1989, Hydro-Québec multiplie ses efforts en vue d'améliorer la qualité du service qu'elle offre à ses clients. Des efforts constants et significatifs sont donc faits par le personnel afin d'améliorer les objectifs fixés.

Satisfaire totalement, et au moindre coût les besoins des clients par une grande mobilisation des ressources humaines et une maîtrise des processus de travail, tel est le nouveau défi de l'entreprise, depuis un an.

L'AVENIR ÉNERGÉTIQUE AU QUÉBEC: LA CENTRALE TRACY EN FAIT PARTIE

La centrale Tracy est la plus grande centrale thermique classique d'Hydro-Québec. Avec une puissance appelée de 600 MW, elle a été construite pour jouer un double rôle.

En effet, elle peut servir de réserve de puissance lors d'une pointe de la demande ou en période de faible hydraulité comme centrale de base, ce qui est le cas depuis la fin janvier dernier.

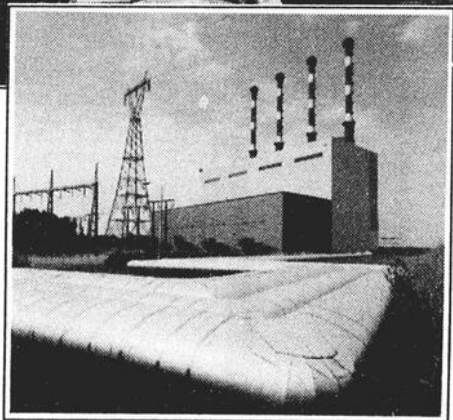
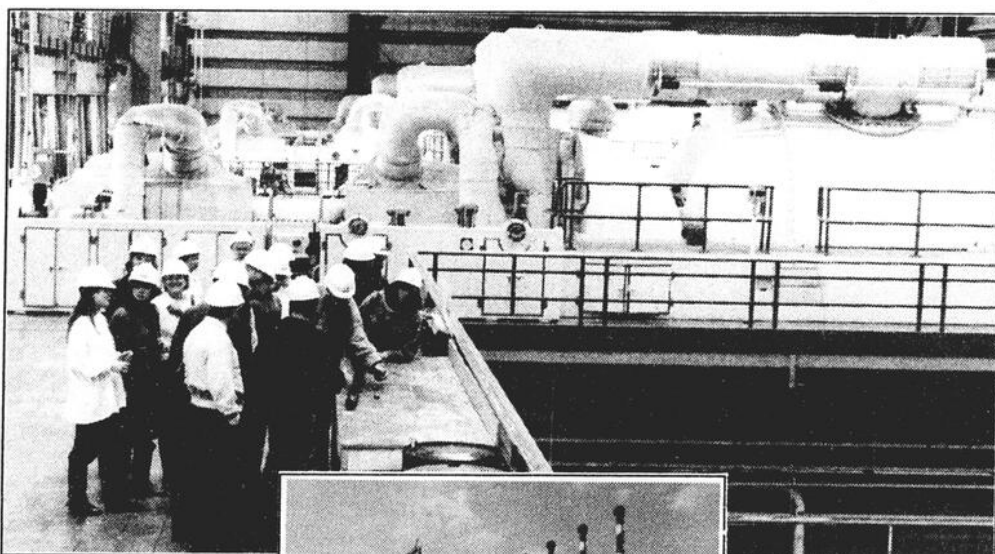
La centrale Tracy emploie plus de 110 employés.

Des modifications passées et futures permettront d'améliorer considérablement son rendement énergétique et de mieux respecter l'environnement.

De plus, l'entreprise est l'un des partenaires du centre de Recherche et

Environnement du Cégep de Sorel-Tracy et de l'UQAM

Hydro Québec a su, au fil des ans, développer une expertise technique enviable et reconnue mondialement. Cette expertise est, bien sûr, présente dans la région de Sorel et de Tracy.



Construction d'une usine de tri-compostage de 12,5 M\$

La compagnie Conporec de Sorel entreprendra, au printemps, la construction d'une usine de tri-compostage dans le parc industriel de Tracy, sujette à l'approbation d'un changement de zonage.

La firme, qui détient déjà les contrats de collecte sélective pour les municipalités de Tracy et de Saint-Ours, a reçu mandat de la Municipalité régionale de comté (MRC) du Bas-Richelieu de construire une usine qui recevra les déchets solides de la plupart des 17 municipalités de la MRC, incluant Sorel et Tracy.

L'usine, qui entrera en fonction au cours de l'année prochaine, aura la capacité de traiter 50 000 tonnes par année. Les coûts de réalisation sont évalués à 12,5 M\$.

« Le tri-compostage des déchets urbains consiste à départager, en premier lieu, les matières organiques fermentescibles, c'est-à-dire celles qui se décomposent en présence de bactéries, des éléments inertes comme le verre, les métaux et les plastiques », a expliqué aux AFFAIRES Pierre Levasseur, vice-président de Conporec.

Après trois jours passés dans un cylindre rotatif de fermentation, une première mouture du compost est débarrassée, par des moyens mécaniques, des éléments inertes non-compostables. Le compost entre, par la suite, dans une phase de maturation et de fermentation, qui dure plusieurs semaines, avant de pouvoir prétendre à être commercialisable.

Une technologie totalement écologique

M. Levasseur estime que 70 % des déchets urbains reçus à l'usine seront ainsi valorisés alors que le reste - le 30 % de matières inertes - continuera à prendre le chemin d'un lieu d'enfouissement.

« Il s'agit vraiment d'une technologie verte dans la mesure où aucune opération ne sera effectuée à l'air libre, a mentionné aux AFFAIRES Paul Toupin, ingénieur au service de l'environnement du Centre de recherche industrielle du Québec



Jean Paquin, président de Conporec, devant la maquette de l'usine. Cette dernière aura la capacité de traiter 50 000 tonnes de déchets par année.

(CRIQ), qui prête son assistance technique au projet. L'air dégagé par le système ainsi que les eaux de ruissellement utilisées par le procédé seront par la suite traités par un biofiltre. »

Ce procédé, Conporec l'a acquis par le biais d'un accord de transfert technologique avec la firme Sogéa de France qui, au cours des 30 dernières années, a construit une centaine d'usines de tri-compostage en Europe.

« Ce qui est particulier, c'est que, pour la première fois de son histoire, Sogéa a accepté qu'une firme, Conporec en l'occurrence, construise et gère l'usine de tri-compostage », a ajouté M. Levasseur.

Évaluer la qualité du compost

Conporec souhaite ouvrir d'autres usines similaires au Québec. « Nous avons signé un contrat d'une durée de 20 ans avec la MRC du Bas-Richelieu, mais l'expérience que nous allons acquérir devrait connaître des répercussions à l'échelle nationale », a soutenu M. Levasseur.

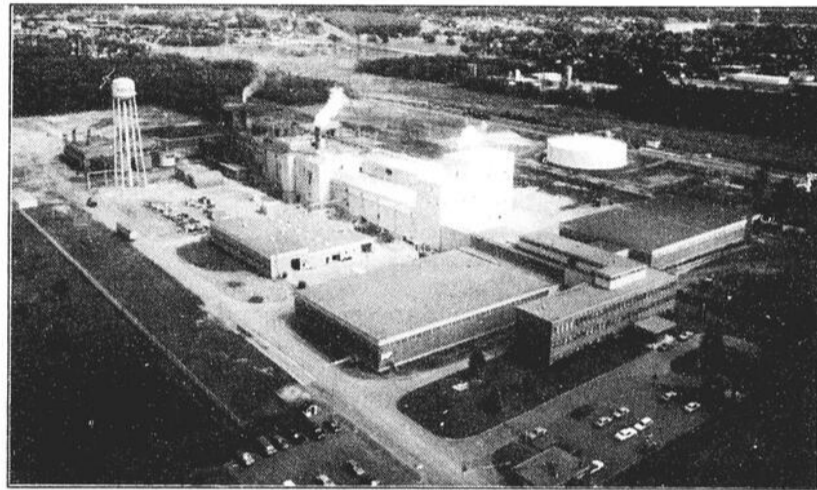
C'est une opinion qu'on semble également partager au CRIQ. « Les Européens ont plus de 20 ans d'avance sur nous dans le domaine du compostage. En France, par exemple, il existe depuis

longtemps un organisme, l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) dont le but est d'évaluer et de classer la qualité des composts », a fait observer M. Toupin.

L'usine comportera un laboratoire de contrôle de qualité. L'expérience de Conporec pourrait alors permettre, pour la première fois au Québec, de catégoriser le compost selon ses qualités. Or, il s'agit là d'une étape indispensable pour sa commercialisation sur une grande échelle.

MICHEL DE SMET

TIOXIDE AMÉRIQUE DU NORD



Tioxide Canada Inc. est une entité du Groupe Tioxide, un chef de file mondial de l'industrie des pigments de titane, lesquels sont utilisés dans les industries des peintures, papiers fins, plastiques, encres d'imprimerie et du caoutchouc.

Établi au Canada depuis 1962, Tioxide Canada Inc. emploie plus de 160 personnes à son usine de Tracy. Celle-ci fabrique annuellement 26 000 tonnes métriques de pigments de titane, la majeure partie de cette production servant à alimenter le marché canadien.

Tioxide est fier de participer à la vie économique de la région de Sorel/Tracy en fournissant de l'emploi et en s'approvisionnant localement en biens et services.

DEPUIS 1984 DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL EXCLUSIVEMENT

FABRICATION DE
TUYAUTERIE
HAUTE PRESSION

INSTALLATION EN
CHANTIER DE TOUT
SYSTÈME DE
TUYAUTERIE ET
D'ÉQUIPEMENT
MÉCANIQUE

SABLAGE AU JET
ET PEINTURE
INDUSTRIELS

LA BONNE CONDUITE DE VOS PROJETS À DES PRIX DES PLUS
COMPÉTITIFS EST POSSIBLE GRÂCE À UN CONCEPT UNIQUE AU
QUÉBEC (sans intermédiaire)



PRÉSENT POUR VOUS

ASSEMBLÉE NATIONALE

ALBERT KHEFLA
Député de Richelieu
118, rue Charlotte
Sorel (Québec)
J3P 1G8
(514) 742-3781

Serijo Fabrication inc

3200, rue des Chantiers
Tracy, (Québec) J3P 5N3
Tél.: (514) 743-1227
Fax: (514) 743-1520



Bernard Houle & Fils Inc
3200, rue des Chantiers
Tracy, (Québec) J3P 5N3
Tél.: (514) 743-1227
743-5844
Fax: (514) 743-1520



Sablage Industriel Sorel
3200, rue des Chantiers
Tracy, (Québec) J3P 5N3
Tél.: (514) 742-8855
743-1122
Fax: (514) 743-1520

Réalisme économique : paix syndicale

La région de Sorel-Tracy entre dans sa troisième génération de conventions collectives sans remous syndicaux. Naguère un lieu de prédilection pour les affrontements chocs entre patrons et travailleurs des grandes entreprises, Sorel-Tracy vit maintenant plus harmonieusement ces relations.

À preuve, le dernier conflit de travail remonte à voici sept ans, chez **Marine Industrie**. Il est vrai qu'aujourd'hui, la taille des entreprises a été réduite, confrontant les esprits au réalisme.

Aciers inoxydables Atlas : un modèle

Certains, comme le commissaire industriel Mario de Tilly, vont jusqu'à dire que

la région est maintenant citée en exemple pour son climat harmonieux.

Gérald Larose, président de la **Confédération des syndicats nationaux (CSN)** - 65 syndicats et 6 000 membres sur le territoire de Contrecoeur-Sorel - ne cesse d'ailleurs d'évoquer le nouveau contrat social de six ans signé aux **Aciers inoxydables Atlas** comme un modèle à reproduire.

Alors que **Soreltex** vient d'imiter Atlas, **GEC-Alstom** a conclu, le 9 février, une entente de travail qui comporte une importante série de concessions de la part des syndiqués (lire encadré).

« Je ne pense pas que les syndicats de la région étaient plus méchants qu'ailleurs, a commenté **Georges Bonne-**

ville, président du Conseil central de la CSN à Sorel. C'est tout simplement que lorsque 5 000 personnes descendaient dans les rues d'une ville qui comptait un peu plus de 10 000 habitants, le rassemblement ne pouvait pas passer inaperçu. »

Minimiser les concessions syndicales

C'est à M. Bonneville que le commissaire industriel attribue en grande partie le mérite du retournement de la situation. Cela n'a pas empêché le syndicaliste de chercher, au cours de la discussion que nous avons eue à son bureau de la rue de l'Église, à Tracy, à minimiser les concessions syndica-

les.

« Il y aura encore des affrontements, a déclaré aux **AFFAIRES M. Bonneville**. J'en suis convaincu. Si les discussions avec l'employeur sont franches, le climat de travail s'en trouvera amélioré, c'est certain. Mais, là où l'entreprise veut imposer les choses unilatéralement, il y aura branle-bas de combat aussi dur que par le passé. »

Bisbille en vue à QIT Fer et Titane

Notre interlocuteur n'a pas caché que ces menaces sont dirigées vers **QIT Fer et Titane**, maintenant la plus importante entreprise de Sorel-Tracy. Le contrat de travail de l'entreprise vient à

échéance le 30 avril. Et on vient d'y annoncer l'abolition de 92 postes-cadres, une mesure qui prendra effet à la fin de mars.

« Nous discutons de l'organisation du travail avec les représentants syndicaux et l'indicateur du nombre d'emplois est intimement lié au pourcentage de production, a reconnu **Jacques Thivierge**, directeur des communications de **QIT Fer et Titane**. Ce taux est à 70 % présentement : il devrait donc normalement y avoir rajustement de personnel. »

Selon M. Bonneville, le

fait que les travailleurs de la région se parlent entre eux et comparent les rapports qu'ils ont avec leur employeur joue contre **QIT Fer et Titane**.

« Vous noterez aussi que l'harmonie règne au sein d'entreprises dont les têtes dirigeantes ont changé, a indiqué M. Bonneville. Nous sommes à bâtir une relation de confiance mutuelle et cela s'acquiert un peu tous les jours. Ceux qui passeront à côté vont se casser la gueule. »

RAYMOND PRINCE

Les conventions collectives font place aux contrats sociaux

Le contrat social passé, l'an dernier, entre les travailleurs des **Aciers inoxydables Atlas** et la direction élimine tout recours à la grève ou au *lock-out* jusqu'en 1996.

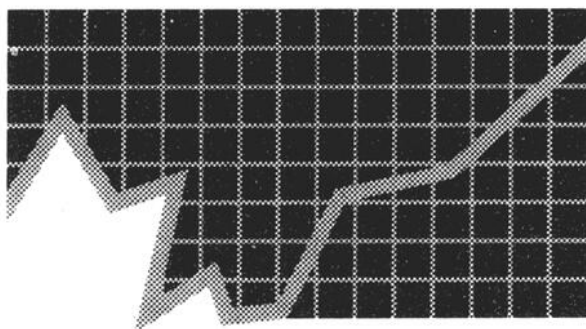
Il fixe également un plancher d'emploi au cours de ces années, engage la compagnie à favoriser l'embauche locale et détermine les modalités en termes de formation et de perfectionnement des employés. Un comité bi-partite est né de cet accord qui a pour rôle d'assurer la transmission d'informations de l'entreprise à ses employés.

« Chaque mois, nous nous rencontrons pour essayer de prévoir, entre autres, les difficultés qui jailliront de notre plan d'expansion des installations », a mentionné aux **AFFAIRES Robert Beaudry**, vice-président, administration des **Aciers inoxydables Atlas**.

L'accord historique conclu à cette aciérie a déjà fait des petits. « Nous avons négocié, en décembre, un contrat social dont les effets se prolongeront jusqu'en 1996, trois ans après la fin de la présente entente de travail, a indiqué aux **AFFAIRES Jacques Roy**, chef des opérations financières de **Soreltex**. Le document prévoit notamment qu'il n'y aura pas de grèves ni de *lock-out*, que nous ferons preuve de plus de transparence et que nous mettrons l'accent sur la qualité totale. »

À l'usine de **GEC-Alstom**, la situation est moins claire. La direction de l'entreprise dit avoir obtenu du syndicat une souplesse longtemps recherchée, traduite par la fusion de plusieurs tâches. Ainsi, le nombre de métiers reconnus par la convention passe de 36 à 12. Mais, il subsiste des poches de résistance dans les relations de travail. Avant d'aller sous presse, notre photographe s'est vu refuser l'accès à l'usine en raison de la présence d'un groupe de manifestants, des employés récalcitrants.

L'OUTIL DE VOTRE ESSOR



En matière de développement régional, il faut des outils adaptés aux particularités de chaque région.

Le Bureau fédéral de développement régional au Québec administre une gamme de programmes d'aide financière répondant aux besoins des entreprises et des organismes régionaux. Ces programmes peuvent appuyer entre autres des projets :

- d'établissement, d'expansion ou de modernisation d'entreprises;
- de développement, d'acquisition ou d'intégration de nouvelles technologies;

- de recherche et de développement;
- de développement touristique et industriel.

Le Bureau fédéral de développement régional au Québec donne également accès aux services d'aide technologique et sectorielle du gouvernement canadien, dans chacune des régions du Québec.

Le Bureau fédéral de développement régional au Québec, l'outil qui peut assurer l'essor de votre entreprise.



Bureau fédéral de développement régional (Québec)

MONTREAL
Centre de services aux entreprises
800, Place Victoria, bureau 3800, casier postal 247
Montréal (Québec) H4Z 1E8
(514) 283-7557 1 800 361-5367



Bureau fédéral de développement régional (Québec)

Federal Office of Regional Development (Québec)

Canada

CENTRE D'AIDE AUX ENTREPRISES DU BAS-RICHELIEU INC.
67, rue George, Sorel (Québec) J3P 1C2
Tél.: (514) 746-5595 Fax: (514) 746-4502

Ensemble pour réussir

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE RICHELIEU INC.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE RICHELIEU INC.

67, rue George, Sorel (Québec) J3P 1C2
Tél.: (514) 746-0800 Fax: (514) 746-4502

Un projet de Tioxide relance le débat sur le prolongement de la 30

La construction éventuelle par Tioxide Canada d'une nouvelle unité à Bécancour a relancé le débat du prolongement vers l'est de l'autoroute 30, qui se termine à Sorel.

« Nous ne nous laisserons pas abattre cette fois », nous a dit Robert Hills, président de la Chambre de commerce.

Les tentatives précédentes de convaincre le gouvernement de réaliser le tracé de la route jusqu'à Bécancour s'étaient butées à des questions de zonage dans les environs de Nicolet.

Guy Gauthier, vice-président de Tioxide à indiqué que l'entreprise décidera du projet de Bécancour au cours du deuxième trimestre.

C'est dans cette ville, 50 km en aval de Sorel, que Tioxide concentrera la première phase de production des pigments de bioxyde de titane. L'usine de Tracy se limitera à la finition du travail, étape non polluante. Des camions feront la navette entre les deux usines.

En mars 1991, la récession a forcé l'entreprise à ranger son projet de construction d'une usine de recyclage d'acide à Sorel qui visait à satisfaire les normes environnementales. En conséquence, on a réduit la capacité de production et le personnel de 50 %. Tioxide emploie 170 personnes.

Ateliers Lafleur : expansion

Propriétaire depuis trois mois des Ateliers Lafleur, une entreprise de fabrication de boîtes de camions, Bernard Turcotte songe à l'expansion.

« Nous fonctionnons à pleine capacité », a-t-il dit. Il n'écarte pas un agrandissement cette année. « Nous n'arrivons même pas à servir le marché local. Nous venons d'obtenir un contrat des Aciers inoxydables Atlas

après avoir effectué nos premières démarches auprès de cette entreprise. »

L'entreprise réalise un chiffre d'affaires d'un peu plus de 1 M\$ et emploie 15 personnes.

M. Turcotte a souligné que l'entreprise demeurera toujours à Sorel, proche de ses marchés de Montréal, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Saint-Hyacinthe et Joliette.

Avant de faire l'acquisition des Ateliers Lafleur, M. Turcotte a passé 10 mois à la recherche d'une entreprise. « Je me suis aperçu qu'il y avait de bonnes occasions d'affaires par les temps qui courent à Sorel, a-t-il conclu.

Bernard Houle et fils : des records

Bernard Houle et fils, de Tracy, connaît la meilleure année financière depuis sa fondation, en 1952, et devrait construire au printemps un nouveau bâtiment pour son atelier de peinture.

« Après les premiers six mois de l'exercice actuel, nous avons déjà dépassé nos résultats pour l'année 1990-1991 au complet, a lancé avec fierté Serge Fleury, vice-président de l'entreprise de plomberie industrielle. »

L'entreprise vient de franchir le cap des 10 M\$ de chiffre d'affaires et des 100 employés, grâce en outre à un contrat de 5 M\$ de l'Aluminerie Alouette, à Sept-Îles.

« Nous nous rodons ainsi pour nous attaquer à des contrats plus imposants, a poursuivi M. Fleury. Depuis Alouette, nous sommes pris plus au sérieux. »

Pour devenir conforme aux normes environnementales, sa filiale, Sablage industriel Sorel doit se doter de nouvelles installations pour son atelier de peinture. Un terrain voisin a été acquis, défriché et Bernard Houle et fils pense

bien demander des soumissions et une proposition de financement dès ce printemps pour la construction du bâtiment de 12 000 pi².

Beloit : moins de commandes

Après la livraison, en juin, d'une machine de 70 M\$ pour l'emballage des cigarettes à Pamenang, firme indonésienne spécialisée dans le tabac, le carnet de commandes de Beloit Canada demeure blanc.

Des mises à pied débuteront dès avril ou mai, a même indiqué aux AFFAIRES Guy Marier, directeur des ressources humaines et des relations de travail. Entre 200 et 300 des 500 travailleurs de l'usine pourraient être touchés ou réduits à partager leur travail.

Pour l'exercice financier en cours, Beloit Canada devrait toucher des revenus de 100 M\$ US, mais ce montant fléchira à 45 ou 50 M\$ l'an prochain.

« Nous aimerions que les dirigeants nous disent où l'entreprise s'en va, a clamé Georges Bonneville, président du Conseil central de Sorel de la CSN. Va-t-elle se diversifier et, si oui, aura-t-elle des besoins en formation ? Cette transition-là, nos travailleurs sont disposés à la faire, s'il y a lieu. »

Soreltex redressée

Même si l'expérience des marchés internationaux n'a pas rapporté les dividendes escomptés, le fabricant de tapis Soreltex a laissé derrière lui ses difficultés financières. L'ancienne usine sorelloise de Celanese obtiendrait même bientôt un prêt de la Société de développement

industriel (SDI), a appris LES AFFAIRES. Jacques Roy, chef des opérations financières de l'entreprise, n'a pas voulu commenter cette information.

« Notre situation n'est plus fragile, a-t-il cependant déclaré. De plus, nos clients n'hésitent pas à signer des ententes à long terme avec nous. Nous avons restructuré notre bilan et converti des dettes en avoir-propre ou en actions de

la compagnie. »

Soreltex fournit de l'emploi à 150 travailleurs. Normalement, elle peut compter 250, voire 300 employés. En 1991, elle a tenté de récolter des contrats sur la scène internationale, mais cette incursion n'a pas été concluante. « Nous allons mettre un frein à cette tentative qui coûte très cher et rapporte peu. Nous avons bien eu quelques petits contrats de moins de 1 M\$ en

Angleterre et en Asie, mais jamais nous n'avons pu conclure d'entente à long terme. »

M. Roy espère que la surcharge de 14 % qui frappe dorénavant les importations de tapis en provenance des États-Unis, trouvés coupables de dumping, contribuera à améliorer sa performance.

RAYMOND PRINCE



CJSO

101,7 FM

LA VOIX DE

L'INFORMATION

SUR LES 2 RIVES

DU RICHELIEU...

BULLETINS MAJEURS D'INFORMATION

À:

8 HEURES
12 HEURES
17 HEURES



CJSO

FM 101,7 STÉRÉO
RADIO DIFFUSION SOREL-TRACY INC.
(UNE FILIALE DE PRAM RADIO)



ACIERS INOXYDABLES ATLAS
UNE DIVISION DE SAMMI ATLAS INC.



1640, RTE MARIE-VICTORIN, TRACY (QUÉBEC) J3R 4R4

Nombreuses occasions d'embauche

Même si près d'une personne sur trois (prestataires d'assurance-chômage et d'aide sociale combinés, statistiques de novembre 1991) est sans emploi dans la gran-

de région de Sorel-Tracy, plusieurs employés sont accueillis à bras ouverts par les entreprises locales.

Une quinzaine de spécialités de travail sont en pénurie. Parmi la liste dressée par le bureau de Tracy de la Commission de la formation professionnelle (CFP) de la Montérégie, se retrouvent du personnel cadre de bureau formé en informatique et en bureautique, des dessinateurs aptes à faire de la conception et du dessin assistés par ordinateur, des électriciens et mécaniciens d'entretien, des électroniciens, des techniciens en instrumentation et contrôle, des mécaniciens d'entretien de machineries industrielles, des soudeurs, soudeurs-monteurs, soudeurs sur tuyaux et tuyauteurs-plombiers, techniciens en génie mécanique, mécaniciens-monteurs, réglers-conducteurs et réparateurs de machines-outils de même que du personnel ayant des compétences dans le champ de la comptabilité informatisée.

Aux Aciers inoxydables Atlas, qui embauchera graduellement, dès l'an prochain et jusqu'en 1996, 350 nouveaux employés pour répondre aux besoins entraînés par l'expansion de sa production, « on devrait faire appel, outre à des emplois de cadres et de cols blancs, à des opérateurs de machinerie, à des aide-opérateurs et à des travailleurs de métier tels des mécaniciens, des tuyauteurs, des soudeurs, des électroniciens et du personnel d'instrumentation », a confié aux AFFAIRES Francine

Desjardins, porte-parole de l'entreprise de Tracy.

À l'usine de Gec-Alsthom, dont les récentes incursions sur les marchés de l'énergie nucléaire et thermique vont faire augmenter de façon substantielle le nombre d'employés sur l'ancien chantier de MIL-Tracy, les emplois à combler vont l'être justement par d'anciens travailleurs du chantier naval.

« Nous avons notamment de très bons soudeurs, mécaniciens et assembleurs qui seront rappelés selon leur niveau de spécialisation et à qui nous dispenserons une formation appropriée », a commenté Royal Demers, président de Gec-Alsthom.

« Il y a généralement trois modes d'intervention favorisés par les entreprises, à Sorel-Tracy, a précisé aux AFFAIRES Denis Rancourt, conseiller en main-d'œuvre à la CFP. La formation peut se dérouler complètement à l'interne avec l'aide de consultants, comme à l'usine de QIT Fer et Titane, ou encore on peut envoyer des employés à l'extérieur du pays pour qu'ils apprennent une nouvelle technologie et reviennent former les autres employés - ce fut le cas de Sidbec-Dosco lorsqu'elle s'équipa d'un nouveau laminoir - ou, enfin, on peut se retourner vers les ressources du milieu, soit les deux commissions scolaires de Sorel et Tracy ainsi que le Cégep de Sorel, une voie qu'a toujours privilégiée Marine Industrie à l'époque. »

En 1991, les besoins en formation furent fort restreints dans la région et 1992 s'annonce aussi très tranquille de ce côté, a signalé M. Rancourt. « Les forces du volet d'éducation aux adultes de nos commissions scolaires et de notre cégep résident dans les programmes de machinage, d'électro-technique, de génie mécanique et de soudage sous toutes ses facettes, a-t-il expliqué. Dans ce dernier domaine, la Commission scolaire de Tracy est d'ailleurs reconnue comme une des meilleures au Québec. »

Selon le conseiller en main-d'œuvre, les services de formation en informatique et en bureautique sont maintenant à jour dans ces établissements. Ils représentent 80 % des cours dispensés dans le secteur professionnel. La raison de cette popularité apparaît fort simple. D'une part, les grandes entreprises ont modernisé leurs équipements au cours des dernières années et les machinistes ont dû s'ajuster aux commandes numériques. D'autre part, plusieurs employés de bureau espèrent

obtenir d'éventuelles promotions et perfectionnent leurs connaissances informatiques. Et le développement des petites entreprises dans la région appelle les employés qui s'y intègrent à faire preuve d'une grande polyvalence et à manipuler fréquemment l'ordinateur.

Lacunes chez les jeunes

Par ailleurs, ce sont les jeunes de 15 à 24 ans qui souffrent le plus du manque de formation, a relevé Gaétan Lewis, analyste du marché du travail au Centre d'emploi du Canada de Sorel, dans une analyse produite en mars 1990. À cette période, ils constituaient seulement 19 % de la population mais 36 % des chômeurs.

D'ailleurs, la main-d'œuvre disponible est, en général, moins scolarisée que dans l'ensemble du Québec. Un peu plus de 25 % des 15 ans et plus recensés dans le bassin de la population active n'avaient pas neuf ans de scolarité en 1986 et seulement 4 % détenaient un diplôme universitaire contre 7 % pour la moyenne provinciale.

De plus, les femmes sont davantage scolarisées que les hommes. Paradoxalement, leur rémunération est en deça de 11 % du salaire moyen, au Québec, accordé aux personnes de leur sexe. Les hommes, pour leur part, reçoivent une rétribution supérieure de plus de 5,5 % à l'échelle salariale masculine des régions québécoises.

Lorsque le gouvernement fédéral a invité, l'an dernier, les organismes à devenir des groupes de coordination pour les programmes fédéraux de formation - avant que le projet ne coupe court sous les pressions de Québec -, « Sorel-Tracy a probablement été, en proportion, l'endroit où il s'est créé le plus de ces groupes, nous a signalé Jacques Tremblay, coordonnateur des programmes au Centre d'emploi du Canada de Sorel. Ce sont surtout les anciens travailleurs de MIL-Tracy qui, sur les 200 personnes touchées, bénéficient de ces cours. »

Les organismes communautaires et les unités syndicales sont donc éminemment conscients des lacunes au chapitre de la formation professionnelle dans la région. Ce sont les travailleurs de plus de 45 ans, affectés par les changements technologiques, qui auront le plus de difficultés à réintégrer le marché du travail, a d'ailleurs conclu M. Lewis.

RAYMOND PRINCE

CONPOREC INC.

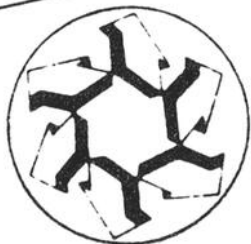
Gestion intégrée des déchets domestiques

- *Conporec est fière de participer à l'activité économique de la MRC du Bas-Richelieu en implantant son Centre de valorisation des déchets domestiques dans la région.*
- *Conporec offre des solutions rentables et écologiques à la problématique de la gestion des déchets domestiques, en utilisant des technologies d'avant-garde.*
- *Conporec tient à souligner la collaboration de la MRC du Bas-Richelieu, la CDE, la ville de Tracy, le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), la SDI, la Caisse Populaire de Sorel et ses partenaires.*

Conporec inc.
56, rue Charlotte
Sorel (Québec)
J3P 1G3
Tél. : (514) 746-9996



CONPOREC inc. contribue à la protection de l'environnement en réduisant considérablement la quantité des déchets domestiques.



Réjean Poissant Courtier en Douanes Inc.
COURTIER EN DOUANES / CUSTOM HOUSE BROKERS

96, rue George
Sorel (Québec) J3P 1C3
C.P. 395,
Sorel (Québec) J3P 5N8

Tél. (514) 743-5558
743-5559
743-5550
Fax (514) 743-2208

GEC-Alsthom, ex-MIL-Tracy, a doublé ses effectifs en un an

GEC-Alsthom injectera 40 M\$ au cours des cinq prochaines années pour moderniser les anciennes installations de MIL-Tracy. De cette somme, 6 M\$ seront consacrés à la transformation d'un atelier et à l'achat de l'équipement pour fabriquer et tester un turbo-alternateur à énergie thermique. Il s'agit d'un nouveau marché, vierge au Canada, pour GEC-Alsthom qui pourra éventuellement ajouter 50 M\$ à son chiffre d'affaires.

« Nous avons reçu une première commande en janvier et nous croyons pouvoir fabriquer 24 unités par an, a déclaré aux AFFAIRES Royal Demers, président de l'entreprise. Or, ces turbo-alternateurs de 250 tonnes activés par une turbine à gaz ou à vapeur se détaillent entre 1,5 M et 4 M\$ pièce ! »

Si GEC-Alsthom atteint ses objectifs, ce sont 120 nouveaux emplois qui s'ajouteront. Quant aux autres 34 M\$, ils serviront principalement à augmenter la capacité actuelle de production et à poursuivre l'informatisation de l'usine.

L'énergie thermique est le troisième marché qu'entend percer l'entreprise. Il y a un peu plus de deux ans, GEC-Alsthom a débuté ses activités sur la scène de l'énergie nucléaire en obtenant un contrat mineur de 1 M\$ pour la construction d'un petit réacteur de laboratoire destiné à la Corée.

Croissance

C'est en s'appropriant les droits que possédait MIL-Vickers lorsqu'elle a abandonné ses affaires et en formant un partenariat avec Dominion Bridge Sulzer que la compagnie sorelloise a pu obtenir ce contrat, par le biais d'Énergie atomique Canada. « Nous nous som-

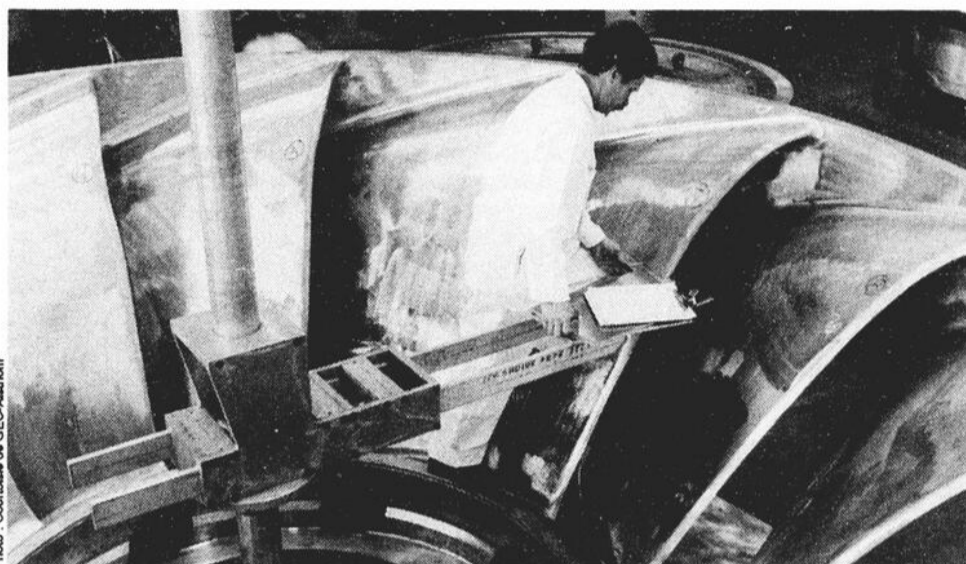
mes fait la main avec ce premier contrat qui nous a surtout permis de recevoir notre accréditation du milieu nucléaire, a poursuivi M. Demers. Un an plus tard, en décembre 1990, nous étions associés dans la réalisation du projet Wolsung II de la Corée qui nous valait, à titre de constructeur de la calandre du réacteur Candu, 15 M\$.

« Et, il y a deux mois, nous avons soumissionné pour les phases III et IV de Wolsung. C'est un contrat qui vaut le double du précédent et nous pourrions faire passer le nombre de nos employés dans ce service de 40 à 80. »

M. Demers rayonnait de joie en nous racontant les succès rapides et prometteurs de ces nouveaux sentiers balisés par la jeune entreprise, née en 1988, lors de deux multinationales, General Electric Company d'Angleterre et Alsthom de France, ont fusionné leurs actifs pour faire face à la compétition mondiale.

Cette alliance s'est répétée au Québec où Alsthom était présente depuis 1960 dans l'exploitation d'une usine de fabrication de turbines et d'alternateurs hydroélectriques, d'abord en collaboration avec Marine Industrie, puis avec la Société générale de financement (SGF). Ces activités menées en parallèle du chantier naval étaient moins bien connues de la population du Québec.

Toutefois, l'an dernier, au moment où le contrat des frégates canadiennes que MIL-Tracy partageait avec MIL-Lauzon allait conduire le chantier à la catastrophe - le déficit conjoint projeté frisait les 357 M\$ sur un projet de 450 M\$! -, empêchant la SGF de fournir de nouvelles liquidités et grevant les garanties bancaires de l'entreprise sorelloise, GEC-Als-



En 1991-1992, GEC-Alsthom équilibrera ses revenus et ses dépenses. En 1992-1993, l'entreprise prévoit déclarer des profits. Ci-haut, un employé sur une turbine géante destinée à une centrale électrique.

thom fut sollicitée pour accroître sa participation financière dans l'entreprise.

Il en résulta, en juillet 1991, une nouvelle entreprise à Sorel qui n'avait plus rien en commun avec la navigation maritime. GEC-Alsthom en prenait le contrôle avec 65 % des actions laissant le solde à la SGF et injectant 35 M\$ d'argent nouveau. Entre-temps, en mars 1991, les 800 derniers employés de MIL-Tracy étaient mis à pied, après avoir terminé leur participation à la construction des trois frégates canadiennes. Le chantier naval venait de fermer à tout jamais.

Actionnaire majoritaire de l'usine d'électromécanique, GEC-Alsthom n'avait plus

crainte d'accélérer ses transferts technologiques et changea la mission de son usine québécoise. À ce moment, uniquement présente dans le secteur hydroélectrique dont le marché a un caractère cyclique, GEC-Alsthom s'ouvrit à la conception, à la construction et à l'installation de l'équipement générant de l'énergie.

Profits

De 400 employés oeuvrant dans ce secteur à pareille date l'an dernier, la nouvelle société en dénombre aujourd'hui 850. À cela, il faut ajouter les effectifs de l'usine de Lachine, de Matagami et ceux des chantiers qui représentent plus de 400 autres

employés.

« En 1991-1992, GEC-Alsthom équilibrera ses revenus et ses dépenses mais, en 1992-1993, nous prévoyons déclarer des profits raisonnables compte tenu des investissements effectués par nos actionnaires », a affirmé M.

Demers.

Ce sont les importantes concessions syndicales qui permettent à la société franco-britannique d'anticiper un tel revirement financier. GEC-Alsthom avait hérité des contrats de travail de MIL-Tracy et les salaires versés à ses employés ne lui permettaient pas d'être compétitive.

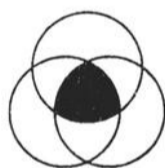
« Nous avons signé, le 9 février, une entente de travail. Le deuxième volet de nos nouvelles relations avec les employés portera sur l'implantation d'une culture de travail différente. Nous voulons en venir aux concepts de responsabilisation, de travail d'équipe, de qualité totale et d'autonomie. »

Cependant, il y a encore loin de la coupe aux lèvres : le jour de la visite de notre photographe, un groupe d'employés récalcitrants manifestait aux portes de l'usine.

RAYMOND PRINCE

LAITERIE
Chalifoux
INC.
ET
LES FROMAGES
RIVIERA

493, boul. Fiset, Sorel (Québec) J3P 6J9
Tél.: (514) 743-4439 • 743-5525 • 743-0011 • 743-0012



COMMISSION SCOLAIRE TRACY SERVICES AUX ENTREPRISES

LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN ENTREPRISE

Notre défi

CHAMPS D'EXPERTISE

- Comptabilité •
- Dessin assisté par ordinateur •
- Électricité d'entretien •
- Électromécanique de systèmes automatisés •
- Informatique appliquée •
- Mécanique d'entretien •
- Secrétariat •
- Soudage - assemblage •
- Soudage général •
- Soudage sur tuyau •
- Techniques d'usinage •

PARMI LES ENTREPRISES QUI ONT PROFITÉ DE NOS SERVICES:

- Aciers inoxydables Atlas •
- Gec Alsthom électromécanique •
- QIT - Fer et Titane •
- Sidbec Dosco Inc. •
- Stelco McMaster Ltée •
- Tioxide Canada Inc. •

SERVICES OFFERTS

- Analyse des besoins de formation • Élaboration de programmes de formation sur mesure • Évaluation des apprentissages • Élaboration et/ou passation de tests (d'aptitude, d'embauche, de reclassement et de reconnaissance d'acquis en production) • Plan de développement des ressources humaines • Formation des formateurs

NOTRE FORCE

Des comptables agréés et des conseillers en administration offrant une gamme de services personnalisés aux entreprises de la région.

Serge Perreault, C.A., associé
Michel Bergeron, C.A., associé

RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ
LA FORCE DU CONSEIL

SOREL 13, rue George, J3P 1B7
Téléphone: (514) 742-3746
Télexcopieur: (514) 742-9356

L'esprit de convivialité (514) 743-1285

Immobilier résidentiel : occasions d'achats dans le moyen de gamme

A Sorel-Tracy, la déprime du marché immobilier résidentiel offre des occasions d'achats intéressantes dans la maison de gamme moyenne, d'autant plus que la région n'a pas connu d'ascension vertigineuse de prix dans les années 1986-1987.

« Une maison inscrite à un peu plus de 100 000 \$ et qui aurait dû être transigée à 100 000\$ s'est envolée à 85 000\$ récemment, a confié aux AFFAIRES Yvon Cournoyer, président de Concept 2000, un courtier immobilier de Sorel. Il s'agissait d'un gros cottage comptant quatre chambres à coucher et deux salles de bains et localisé sur un terrain de 10 000 pi². »

M. Cournoyer a de plus indiqué que de telles situations se retrouvent également dans les petits immeubles à revenus. Un de ses agents, Pierre Cournoyer, a précisé que les maisons inscrites aux alentours de 115 000 \$ ne se vendent tout simplement pas car les acheteurs recherchent presque exclusivement des maisons dont la valeur marchande se situe entre 60 000

et 75 000 \$.

« Ces maisons, des bungalows avec un revêtement extérieur de brique ou en déclin de vinyle, renferment deux ou trois chambres à coucher, a poursuivi ce dernier. Leur superficie tourne autour de 25 par 35 pieds.

« C'est la classe moyenne, souvent des employés de petites entreprises, qui achète ce type de propriétés. Il attire aussi des familles qui vendent leur maison plus grande de banlieue, conservant ainsi des liquidités pour s'assurer une certaine sécurité financière. Ces familles peuvent ainsi réduire leurs paiements d'hypothèque et leurs frais de chauffage et se rapprocher de la ville pour limiter au minimum leurs déplacements. »

Faible comptant

Les faibles prix sur le marché de la revente des maisons - une maison neuve va chercher à tout le moins dans les 90 000 \$ - permettent de devenir propriétaire en ne versant qu'un comptant de

10 000 \$. Yvon Cournoyer a confié qu'un investisseur en quête d'un quadruplex ou d'un immeuble de huit logements peut parfois boucler une transaction avec une mise initiale équivalente.

« C'est le temps d'acheter ce type de propriétés car les prix sont au plancher, croit-il. Mais on ne doit pas acheter un immeuble trop vieux. »

Plusieurs logements locatifs sont libres actuellement en raison d'un excès de construction au cours des dernières années, a pour sa part indiqué le président de Concept 2000, et certains propriétaires pressent le bouton d'urgence. Ils craignent en effet que leurs locataires ne puissent plus payer leur loyer.

« Des gens avaient financé leur acquisition en contractant une hypothèque à long terme portant un taux d'intérêt de 12 à 14 %, a-t-il poursuivi. Ce sont eux qui sont victimes des reprises de finance et leur maison de 120 000 \$ s'envolent à partir de 100 000\$. »

Par ailleurs, pour activer un marché ankylosé, les agents d'immeubles se font de plus en plus les promoteurs du troc. « L'échange est très populaire, a confirmé Yvon Cournoyer. Tout le monde sait que ce n'est pas le temps de vendre. Mais voilà, il y en a qui sont tannés de leur immeuble d'appartements et qui aimeraient bien s'acheter un chalet. Nous cherchons donc à savoir si des propriétaires de chalets n'aimeraient pas devenir propriétaires d'immeubles à logements. Dernièrement, j'ai favorisé l'échange d'une tabagie contre un bâtiment de huit logements. C'est avec le troc que l'on se réchappe, nous les agents. »

Reprise du marché

Cependant, d'autres agents n'ont pu traverser la crise. À Sorel-Tracy, au cours des dernières années, le nombre de ces agents s'est rétréci, a noté Yvon Cournoyer. Une douzaine, sur les 80 agents enregistrés il y a six ans, ont quitté l'industrie.

Le marché donne cependant des signes de redressement depuis les deux derniers mois. « Nous sommes passablement plus occupés depuis décembre, a confirmé aux AFFAIRES Denis Allard, président-directeur général des Immeubles Simard. Les cibles des acheteurs sont toujours les maisons de 65 000 à 75 000\$. »

La firme entend éventuellement reprendre ses activités de développement immobilier en bâtissant des duplex et des quadruplex. « Nous visons la réalisation d'immeubles à revenus dont le logement destiné au propriétaire-occupant est beaucoup plus luxueux que les autres, a expliqué M. Allard. Dans le cas des quadruplex, nous croyons qu'en nous occupant nous-mêmes de la location des unités, nous pourrions plus facilement convaincre par la suite un acquéreur de transiger avec nous. »

De plus, M. Allard croit que le concept de maison évolutive pourrait connaître un certain succès à Sorel. Jacques Harel Construc-

tion serait en voie d'acheter des terrains des Immeubles Simard en vue de construire ce type de maison dont la caractéristique principale est d'avoir une façade de largeur réduite sur deux étages, souvent de 14 pieds. Au moment de mettre sous presse, il nous était toujours impossible d'entrer en communication avec Jacques Harel pour confirmer le projet.

Enfin, la construction résidentielle, en 1991, dans la région, aurait connu sa pire année depuis 1982 si l'on se base sur les seules statistiques de la ville de Tracy (nous n'avons pu obtenir les données de la ville de Sorel). Seulement 36 nouvelles unités ont été mises en chantier l'an dernier, principalement des maisons unifamiliales. Il s'agit d'un léger recul sur le niveau de 1990, mais d'un fléchissement de 44 % par rapport à 1989 et de 133 % en comparaison avec 1987 qui a constitué une année record.

RAYMOND PRINCE



SANI MOBILE

Quand une équipe décide d'agir pour l'environnement

Présent

PARTOUT AU QUÉBEC

- Nettoyage industriel •
- Gestion des déchets dangereux •
- Traitement des eaux usées •
- Récupération des huiles usées •
- Génie conseil en environnement •

LORS DE DÉVERSEMENT ACCIDENTEL, UN NUMÉRO POUR NOUS REJOINDRE PARTOUT AU CANADA

1-800-465-0911

EN RÉGION SOREL-TRACY

Votre partenaire en environnement

SANI MOBILE RIVE SUD
12 925, 1ère avenue Industriel
Tracy (Québec) J3P 5N3
(514) 746-0006 • 1-800-363-8450
FAX: (514) 746-2581

Récipiendaire du prix Joseph-Simard PME année 1990

ENSEMBLE... pour réussir!

De par ses dimensions humaines, le cégep de Sorel-Tracy est une institution d'enseignement supérieur qui se prête bien à l'encadrement pédagogique.

Fort d'un personnel compétent et disponible, il constitue un lieu privilégié pour une formation pré-universitaire de qualité et l'apprentissage de techniques de pointe.



CÉGEP DE SOREL-TRACY
3000, Boul. de la Main, Tracy, J3R 5B9, tél. 742 6651

Immobilier commercial : avantages consentis aux commerçants

Les commerçants de Sorel jouissent présentement de conditions avantageuses que leur concèdent leurs propriétaires, mais... ils s'en passeraient bien volontiers.

En effet, sous le double échec de la récession et de l'exode de la clientèle locale, le secteur commercial de Sorel se porte mal. Tellement que les propriétaires d'édifices commerciaux doivent y aller de sacrifices en sacrifices pour attirer des locataires ou permettre aux commerçants en place de surnager.

Une étude a évalué que les consommateurs de Sorel déboursent à l'extérieur de la ville 0,52 \$ sur chaque dollar dépensé. Cherchant la lumière au bout du tunnel, le commissaire industriel de Sorel, Mario de Tilly, pense que la récession va finir par retenir sur place les consommateurs réduits à restreindre leurs déplacements.

Par ailleurs, les initiatives se multiplieront au cours des prochaines semaines pour arrêter la saignée. Par exemple, à la fin de mars, les Caisses populaires de la région et la Chambre de commerce Sorel-Tracy métropolitain lanceront ensemble une campagne de promotion, a mentionné aux AFFAIRES Robert Hills, président de la Chambre.

D'ailleurs, la Chambre relançait, l'an dernier, son comité d'achat local en associant autour d'une même table, pour la première fois, tous les représentants des grands pôles commerciaux de la région. Plutôt que d'opter pour la méthode brutale, comme par le passé, qui consistait à culpabiliser les consommateurs..., le comité spécial a préféré une autre approche, la fuite vers l'avant. On cherchera à intéresser d'autres commerçants à venir s'installer à Sorel, pour y constituer une masse critique et créer un effet d'entraînement.

Dans le même esprit, la Sidac Centre-ville Sorel met présentement la dernière touche à un programme de revitalisation qui sera également dévoilé en mars.

« Les propriétaires des commerces à louer offriront des mois de loyer gratuit aux éventuels locataires, professionnels ou commerçants, a précisé aux AFFAIRES Josée Lacombe, coordonnatrice du regroupement de marchands. Nous entendons miser sur des commerces spécialisés que nos clients ne retrouvent présentement qu'à Montréal et nous préférons qu'ils soient exploités par des indépendants. »

M^{me} Lacombe a de plus

souligné que les 270 membres s'entendent pour affirmer que la situation n'a jamais été aussi difficile en raison principalement de la durée de la crise. Sur les rues Augusta et George, notamment, les locaux désaffectés abondent.

Étalement commercial problématique

« En 1972, le centre-ville s'était senti de la construction de la Plaza Tracy, de dire Denis Allard, président-directeur général des Immeubles Simard. Par la suite, il avait été affecté par la commercialisation du boulevard Fiset. Enfin, l'ouverture des Promenades Sorel a été un autre coup dur. Le marché n'était pas prêt à absorber près d'une centaine de nouvelles boutiques. Il faut rappeler que notre population est en déclin. »

M. Simard croit que les difficultés commerciales de la région tiennent à la multiplication des secteurs commerciaux. « Il n'y a pas de cohésion », a-t-il lancé. Selon lui, l'avenir du centre-ville passe par une concentration des professionnels dans ce secteur.

Les problèmes vécus au centre-ville de Sorel se retrouvent aussi aux Promenades Sorel, grand complexe commercial de 400 000 pi² bâti en 1989 par la société Westcliff.

« Nous nous attendions à une période d'ajustement variant entre deux et cinq ans, a admis le directeur général du centre, Serge Langevin. Divers facteurs ont interféré qui donnent du retard à l'élan de notre centre commercial. Il y a environ de 8 à 10 % de surface vacante présentement. Nous ne sommes pas satisfaits mais, considérant la conjoncture économique, nous ne pressons pas le bouton de panique. »

Une visite sur place à l'heure du souper, un jeudi, nous a permis de constater la faible fréquentation de ce centre et de relever 26 locaux libres sur la centaine d'espaces locatifs disponibles.

Des locataires dorlotés

En outre, a appris LES AFFAIRES, plusieurs commerçants ne paieraient plus leur loyer et, pour éviter que l'effet de leur fermeture ne vienne affecter l'exploitation du centre et de ses deux gros locataires, Sears et Zellers, la direction préférerait passer l'éponge. On se montre aussi

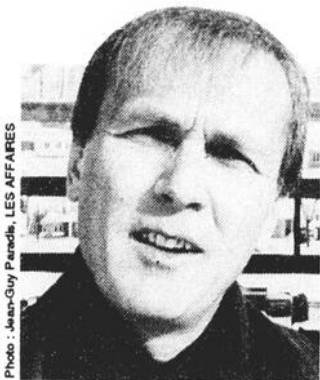


Photo : Jean-Guy Paré, LES AFFAIRES
Denis Allard, des Immeubles Simard, croit que les occasions d'affaires se situent dans l'industrie de la restauration.

plus ouvert aux formules de partage du risque. Ainsi, *Aventure* y a ouvert récemment un commerce de moyenne envergure et paie son loyer en fonction d'un pourcentage de ses revenus.

« On ne peut tracer un profil unique des commerces qui ont fermé leurs portes, a précisé M. Langevin. Il y avait tantôt des indépendants et tantôt des boutiques appartenant à des chaînes nationales. Dans ces derniers cas, les motifs de fermeture ne dépendaient pas de nous. »

M. Langevin n'a pas voulu nous indiquer quels étaient les taux de location présentement demandés par les Promenades Sorel, mais il a admis qu'ils étaient beaucoup plus avantageux qu'il y a deux ans et qu'il était disposé à faire des compromis.

À la Plaza Tracy, les répercussions de la crise ont aussi été ressenties vivement. La fermeture du magasin

Greenberg a laissé un trou de plus de 6 000 pi² et plusieurs espaces d'environ 1 200 pi² sont libres.

« Aux Promenades Sorel, on demande officiellement 35 \$ le pi², mais personne ne paie vraiment cela, a confié aux AFFAIRES M. Allard. À la Plaza Tracy, c'est 16 \$ le pi² dont 6 \$ englobent les divers frais comme les taxes et le chauffage. Enfin, au centre-ville, pour un local de la meilleure catégorie, bien situé, chauffé, éclairé et climatisé et qui n'a pas 10 ans d'âge, on peut s'attendre à amorcer les discussions sur la base de 12 \$ le pi². Dans certains cas, dans la moins bonne catégorie, on peut faire descendre les prix jusqu'à 8 \$ le pi². »

Le directeur des Immeubles Simard pense que les occasions d'affaires, dans le secteur commercial, se situent dans l'industrie de la restauration. Il constate l'absence de bannières telles Les Prés et Harvey's et donne une chance de réussite à ce type de franchises.

M. Langevin penche, pour sa part, en faveur de services spécialisés comme des magasins de jouets, des fleuristes et des coiffeurs. Le centre commercial Promenades Sorel cherche aussi à recruter des commerçants locaux dans les domaines de la vente de souliers et de vêtements pour hommes.

RAYMOND PRINCE

LA FORMATION PROFESSIONNELLE PLANIFIÉE ET ORGANISÉE:

Un investissement rentable pour votre entreprise.

La compétitivité accrue et l'ouverture des marchés obligent les employeurs à trouver des solutions pratiques de formation professionnelle.

Le personnel du bureau local de Tracy de la CFP de la Montérégie est à votre disposition pour vous fournir l'aide technique et financière déterminée selon les programmes de formation qui conviennent le mieux à vos besoins.

Vous pouvez contacter un conseiller en main-d'oeuvre dès maintenant. Il se fera un plaisir de vous informer davantage et de vous rencontrer.



Commission de formation professionnelle de la Montérégie

2775, boulevard de la Mairie
Tracy, (Québec)
(514) 742-5651



Parlez-moi de vos projets
Marcel Walker
514-383-3213

CRIQ

LA PASSION DES DÉFIS

SOREL-TRACY

**Région industrielle
de premier choix.**

Aciers Inoxydables Atlas

Division de Sammi-Atlas inc.

GEC Alstom Électromécanique

QIT-Fer et Titane

Les Poudres Métalliques du Québec

Les Forges de Sorel

Tioxide Canada

Sidbec-Dosco

Soreltex International

Stelco-McMaster

Beloit Canada

**et
un réseau
de 150 PME**



**Corporation
de Développement Économique
Sorel-Tracy et Région**

67, rue George, Sorel (Québec) J3P 1C2
Tél.: (514) 742-5933